

Province de Liège
BULLETIN PROVINCIAL
Périodique

Sommaire

	<i>Pages</i>
N° 78 <u>PAVOISEMENT DES EDIFICES PUBLICS</u> <i>Circulaire du Gouverneur de la Province du 1^{er} décembre 2020.</i>	658
N° 79 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Règlement général 2021 relatif à la perception des taxes provinciales.</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.</i>	659
N° 80 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les établissements bancaires pour 2021.</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.</i>	675
N° 81 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage pour 2021.</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.</i>	685
N° 82 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les véhicules isolés hors d'usage pour 2021.</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.</i>	695
N° 83 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les permis et licences de chasse pour 2021.</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.</i>	705

N° 84 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement pour 2021.

Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020. **714**

N° 85 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe sur les exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2021.

Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020. **724**

N° 86 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour 2021.

Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020. **730**

N° 87 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES

Récapitulation générale du budget de l'année 2020, après quatrième série de modifications budgétaires, votée par le Conseil provincial le 29 octobre 2020 et approuvée par Arrêté du Gouvernement wallon en date du 30 novembre 2020.

734

N° 88 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES

Récapitulation générale du budget de l'année 2021, votée par le Conseil provincial le 29 octobre 2020 et approuvée par Arrêté du Gouvernement wallon en date du 30 novembre 2020.

736

N° 89 SERVICES PROVINCIAUX – AGRICULTURE

Règlement d'Ordre Intérieur applicable au Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité.

Résolution du Conseil provincial du 10 décembre 2020. **738**

**N° 90 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE
ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

Arrondissement de LIÈGE **747**

AWANS

ESNEUX

SOUMAGNE

Arrondissement de HUY-WAREMME **749**

BRAIVES

N° 78 PAVOISEMENT DES EDIFICES PUBLICS

Circulaire du Gouverneur de la Province du 1^{er} décembre 2020.



Liège, le 1 décembre 2020.

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres
A Mesdames et Messieurs les Présidents des C.P.A.S.
des Communes de la région de langue française
de la Province de Liège

Pour information :

- à Madame la Commissaire d'Arrondissement

Protocole

Place Saint-Lambert, 18A
B - 4000 LIEGE
Tél. : +32 (0)4 232 32 50
Fax : +32 (0)4 232 33 22
www.provincdeliege.be
N° d'entreprise: 0207.725.104

Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,

En exécution des dispositions de l'article 1er de l'arrêté royal du 5 juillet 1974 (MB 10/07/74) et l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1989 (MB 7/4/89) concernant le pavoisement des édifices publics modifié par l'arrêté royal du 6 septembre 1993 (MB 9/9/93), modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1998 modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 2013 (MB 4/12/13) , modifié par l'arrêté royal du 29 mai 2015, je vous prie de faire arborer le drapeau National et le drapeau Européen sur les édifices publics le 20 janvier, jour anniversaire Sa Majesté la Reine Mathilde.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Bourgmestre, Madame, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE :

Hervé JAMAR

N° 79 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Règlement général 2021 relatif à la perception des taxes provinciales.****Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*****RÉSOLUTION****RÈGLEMENT GÉNÉRAL 2021 RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu qu'il y a lieu de rassembler les dispositions diverses concernant l'établissement et le recouvrement des taxes provinciales dans un règlement général ;

Attendu que le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2020, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que le règlement général doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Que, d'une part, il convient de mettre en conformité son contenu avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327 du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2021, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) : 32
- Vote(nt) contre : PTB(4) - CDH-CSP(6) : 10
- S'abstien(nen)t : Ecolo (11) : 11
- ~~Unanimité.~~

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**REGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES****CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS**

Article 1^{er} – Le présent règlement est applicable, sauf dérogation ou indication contraire d'un règlement particulier, aux taxes provinciales généralement quelconques établies ou à établir par le Conseil provincial de Liège, à l'exception des centimes additionnels au pré-compte immobilier.

Article 2 - Les travaux préliminaires au recouvrement, les recouvrements et l'instruction des litiges sont effectués par les fonctionnaires et agents des Administrations désignés à cette fin par la loi ou le décret, et sous l'autorité de ceux-ci.

Article 3 –

§1^{er} - Le recouvrement des impositions provinciales et le contentieux y afférent sont régis par les dispositions des articles L3321-1, à L3321-12, du Titre II, du Livre III, de la troisième partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La matière afférente au recouvrement est spécifiquement régie par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé), regroupant les dispositions relatives au recouvrement fiscal du Code des Impôts sur les revenus (CIR92, en abrégé) au sein du CDLD, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD par ses articles 13 et 14, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis, autorisant, dans le respect du calendrier y consigné (article 13, CRAF), un nouveau dispositif d'extrait de rôle (remplaçant la « *contrainte* » auparavant imposée au Directeur financier – article 13, § 1^{er}, CRAF) et obligeant les provinces à recourir au rappel par envoi recommandé, désormais appelé « *somation de payer* », avant la mise en œuvre de toute mesure d'exécution.

§ 2 - Par application de l'article L3321-8bis du CDLD, la province peut récupérer les frais postaux de l'envoi recommandé valant sommation de payer.

Cette faculté est intégrée au sein de chaque règlement-taxe provincial.

La sommation de payer vaut mise en demeure et fait donc courir les intérêts de retard, calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

Le courrier portant sommation de payer comporte les mentions obligatoires visées par les articles 13, §1^{er}, 14, 20 et 24, du CRAF.

§ 3 - Les délais de procédure à respecter sont prévus à l'article L3321-8bis, du CDLD. Ils sont reproduits au sein de chaque règlement-taxe particulier.

§ 4 - A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province.

Ils sont calculés sur la base de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial. Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§ 5 - Sans préjudice de ces prescriptions, les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7, à 10, du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175, de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes provinciales, pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

Toutefois, les poursuites, les privilèges et l'hypothèque légale pour le recouvrement des taxes, dont la perception incombe à l'administration des Douanes et Accises, sont exercés comme en matière de droit d'Accises (article L3321-12, du CDLD).

§ 6 - Les rôles des impositions provinciales sont arrêtés et rendus exécutoires, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège provincial dans ses fonctions (article L3321-4, du CDLD).

Article 4 – § 1^{er} - Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Chaque règlement portant une taxe provinciale précise les informations suivantes :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* en fonction de la taxe concernée ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

CHAPITRE II - DE L'EXIGIBILITÉ DES TAXES

Article 5 - Les taxes sont exigibles pour leur totalité ou réduites de moitié, selon que la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence dans le courant du premier ou du second semestre de l'année.

En cas de contravention constatée par procès-verbal, la taxe ou la cotisation supplémentaire sera toujours due pour l'année entière.

Aucune taxe n'est due pour l'année en cours, lorsque la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence à partir du 1^{er} décembre.

Article 6 - En cas de vente ou de cession d'un élément imposable, la taxe payée pour l'année courante peut être transcrite au nom de l'acquéreur, si celui-ci le demande dans le mois, en reproduisant la quittance délivrée au cédant.

Aussi longtemps que la mutation n'a pas été déclarée, le cédant est responsable du paiement de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur.

Article 7 - Lorsqu'un élément imposable classé dans une catégorie inférieure devient, au cours de l'année, passible d'une cotisation plus élevée, il sera dû, en plus de la première imposition, la différence entre les deux taxations. Il sera toutefois fait application des principes énoncés à l'article 5, du présent règlement.

Article 8 - Il n'est accordé aucune remise ou modération dans le cas de vente, cession, cessation d'exploitation, disparition ou passage d'une catégorie supérieure dans une catégorie inférieure, d'un élément imposé.

Article 9 - Le contribuable qui, du chef de la détention, de l'utilisation ou de l'exploitation du même élément imposable, a acquitté, au profit d'une autre Province, une taxe analogue à celle qui le frappe dans la province de Liège doit en faire la déclaration, conformément aux dispositions des articles 10 et suivants du présent règlement, mais peut demander un dégrèvement qui sera calculé sur la base de la taxe la moins élevée.

Ce dégrèvement sera supporté par la Province de Liège, dans la proportion du montant de sa taxe comparée à l'ensemble des deux impositions.

Ce dégrèvement proportionnel sera également accordé dans le cas où la taxe perçue dans l'autre province serait équivalente à celle établie dans la province de Liège.

CHAPITRE III - DE LA FORMATION DES RÔLES

Article 10 - En principe, les impositions portées aux rôles sont établies à la suite d'un recensement, effectué par les administrations communales, sur formulaires qui seront remis par les agents recenseurs communaux, au domicile des contribuables avant le 31 janvier de chaque année.

Ces formulaires, dûment complétés et signés par les assujettis, doivent être remis à l'agent recenseur avant le 15 février.

Si le contribuable en fait la demande, la formule de déclaration est remplie par l'agent recenseur. Dans ce cas, la signature du contribuable doit être précédée de la mention manuscrite « *Approuvé* ».

Si le contribuable ne sait pas signer, la formule de déclaration sera revêtue de la signature des deux témoins.

Article 11 - §1 - Lorsque le règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'autorité habilitée à arrêter le rôle notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxation d'office ne peut être enrôlée valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement de taxation commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Le règlement de taxation peut prévoir que les taxes enrôlées d'office sont majorées de tel montant qu'il fixe et qui ne peut dépasser le double de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

§ 2 - Les infractions visées au présent article 11, § 1, alinéa 1er, sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 3 - Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément au §2, de cette disposition, et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 12 - Sont dispensés de la déclaration pour l'année courante, ceux qui, venant s'établir dans une commune, justifient avoir fait cette déclaration et avoir acquitté la taxe dans une autre commune de la province de Liège pour ladite année, ainsi que les héritiers d'un redevable, pour autant que ce dernier ait rempli ses obligations.

Article 13 - Le redevable qui n'aurait pas été compris dans la distribution des formulaires de déclaration, visés à l'alinéa 1^{er}, de l'article 9 ci-dessus, est tenu d'en aviser son administration communale avant le 10 février.

Il lui sera délivré une formule de déclaration qui devra être complétée, signée et remise à l'agent recenseur pour le 15 février, conformément aux prescriptions de l'alinéa 2, de l'article 10 précité.

Les dispositions de l'alinéa 3, du même article sont également applicables au présent cas.

Article 14 - Les propriétaires, détenteurs, employeurs ou exploitants d'éléments imposables qui se déplaceraient dans plusieurs communes de la province de Liège, sont tenus d'en faire la déclaration, avec mention spéciale de cette circonstance, dans chacune de ces communes, mais la taxe sera payée au lieu de leur domicile, si ce dernier se situe dans la province, ou dans l'une des communes à indiquer par le redevable, si celui-ci réside en dehors de la province.

Article 15 - Aussitôt que les bulletins de déclaration sont rentrés, conformément aux dispositions des articles 10 et 13, de ce règlement, le Collège communal dressera un relevé indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, professions et demeures des déclarants, ainsi que les éléments servant au calcul des taxes.

Ce relevé accompagné de toutes les déclarations, sera transmis, le 1er mars au plus tard, au Collège provincial, en vue de la formation du rôle.

Le rôle mentionnera :

1. le nom de la Province
2. les noms, prénoms ou dénominations sociales et les adresses des redevables ;
3. la date du règlement en vertu duquel la taxe est due ;
4. la dénomination, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe, ainsi que l'exercice auquel elle se rapporte ;
5. les numéros d'articles ;
6. la date du visa exécutoire ;
7. la date d'envoi ;
8. la date ultime de paiement ;
9. le délai dans lequel le redevable peut introduire une réclamation et l'adresse exacte de l'instance compétente pour la recevoir (art. L3321-4, du C.D.L.D.).

Article 16 - Toute personne qui, postérieurement au recensement dont question à l'article 11 ci-dessus, devient propriétaire, détenteur, exploitant ou employeur d'éléments imposables, augmente le nombre de ceux qu'elle avait primitivement déclarés ou remplace ces derniers par d'autres d'une catégorie imposée à un taux supérieur, doit en faire, dans les quinze jours, la déclaration à l'Administration communale.

Une déclaration doit être souscrite alors même que les éléments imposables, dont on devient propriétaire, détenteur, employeur ou exploitant, auraient déjà été déclarés dans une autre province, ou par le précédent redevable.

Il sera, dans ces cas, fait application des articles 6 et 9, du présent règlement.

En cas de changement de domicile au sein de la province, d'un propriétaire, détenteur, exploitant, employeur d'éléments imposables, l'Administration communale du domicile précédent en donne connaissance à la commune du nouveau domicile, ainsi qu'à l'administration provinciale. Si le redevable en question n'a souscrit aucune déclaration pour l'année en cours, il est tenu de le faire, dans un délai de quinze jours, auprès de l'Administration communale de son nouveau domicile.

Article 17 - Le déclarant qui en fait la demande reçoit un extrait de sa déclaration sur papier libre et sans frais.

Article 18 - Il sera dressé ainsi les 30 juin et 30 novembre de chaque année par les Administrations communales, des relevés supplémentaires comprenant les déclarations des contribuables qui pour une cause quelconque, n'auront pas été portés au rôle primitif. Les rôles supplétifs seront dressés, arrêtés, rendus exécutoires et recouverts de la même manière que les rôles primitifs.

Article 19 - Aussitôt que les rôles, tant primitifs que supplétifs, sont rendus exécutoires, ils sont transmis, contre accusé de réception, au Directeur financier provincial chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable (article L3321-4, du CDLD.).

L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date de l'envoi et porte les mentions indiquées à l'article **15, alinéa 3**.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe (article L3321-5, du CDLD).

Article 20 - Les taxes provinciales enrôlées sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Article 21 - Les imprimés nécessaires à l'établissement et au recouvrement des taxes sont à charge de la Province et fournis par celle-ci.

CHAPITRE IV - DES RÉCLAMATIONS

Article 22. - Hormis le cas des centimes additionnels provinciaux aux taxes perçues par l'Etat, qui sont soumis aux mêmes règles que l'impôt principal, les réclamations contre les taxes provinciales doivent être introduites, sous peine de déchéance, auprès du Collège provincial qui agit en tant qu'autorité administrative.

Les réclamations contre les taxes provinciales s'effectuent selon les dispositions des articles L3321-9 à L3321-11, du CDLD.

En application de l'article 371, du Code des impôts sur les revenus, applicable aux taxes provinciales en vertu de l'article L3321-12, du Code de la démocratie et de la décentralisation, les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Si la réclamation est introduite par lettre recommandée, la date du cachet figurant sur la preuve d'envoi vaut comme date d'introduction.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
2° l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception, par écrit, dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception (article 2, de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur).

Article 23 - Le réclamant n'est pas tenu de justifier du paiement de la taxe.

Article 24 - La décision prise par le Collège provincial peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

A défaut de décision dans le chef de l'autorité provinciale compétente, la réclamation est réputée fondée. Les articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire sont applicables à cette matière.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la cour d'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicables aux recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 25 - Le Collège provincial accorde d'office le dégrèvement des taxes résultant d'erreurs matérielles.

**ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER
PROVINZIALSTEUERN FÜR DAS JAHR 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die verschiedenen Bestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern in einer allgemeinen Verordnung zusammengefasst werden müssen;

In der Erwägung, dass die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern für das Jahr 2020, per Beschluss vom 24. Oktober 2019 verabschiedet, am 25. November 2019 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass die allgemeine Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass, einerseits, ihr Inhalt mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Durch den Provinzialrat,

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021

ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZIALSTEUERN

**Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der
Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde**

KAPITEL I - ALLGEMEINES

Artikel 1 – Außer bei einer Abweichung oder einer anders lautenden Bestimmung einer besonderen Verordnung gilt vorliegender Beschluss für sämtliche Provinzialsteuern, die der Lütticher Provinzialrat festlegt oder festlegen wird, mit Ausnahme der Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug.

Artikel 2 - Die Vorarbeiten zur Eintreibung, die Eintreibungen und die Untersuchung von Widersprüchen werden von den durch das Gesetz zu diesem Zweck bestimmten Beamten und Bediensteten der Verwaltungen und unter deren Aufsicht durchgeführt.

Artikel 3 -

§1 - Die Eintreibung der Provinzialsteuern und die diesbezüglichen Streitsachen werden durch die Bestimmungen der Artikel L3321-1 bis L3321-12 von Titel II von Buch III des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (KLDD) geregelt.

Der Bereich der Eintreibung wird spezifisch durch das Gesetz vom 13. April 2019 geregelt, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das die Bestimmungen zur Steuereintreibung aus dem Einkommensteuergesetzbuch (kurz CIR92) innerhalb des KLDD zusammenfasst, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 des KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzsteuern anwendbar macht und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt, der gemäß dem darin festgelegten Zeitplan (Artikel 13, CRAF) ein neues Steuerbescheidsystem genehmigt (den zuvor dem Finanzdirektor auferlegten „Zwang“ ersetzend – Artikel 13, § 1, CRAF) und die Provinzen dazu verpflichtet, vor der Durchführung einer Vollstreckungsmaßnahme eine Erinnerung – fortan „Zahlungsmahnung“ genannt – per Einschreiben zu versenden.

§ 2 - Gemäß Artikel L3321-8bis des KLDD kann die Provinz die Postgebühren für das als Zahlungsmahnung geltende Einschreiben zurückfordern.

Diese Möglichkeit ist in jede Steuerverordnung der Provinz integriert.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung, weshalb gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes anfallen.

Das Schreiben für die Zahlungsmahnung enthält die in Artikel 13, §1, 14, 20 und 24 des CRAF genannten Pflichtangaben.

§ 3 - Die einzuhaltenden Verfahrensfristen sind in Artikel L3321-8bis des KLDD vorgesehen. Sie werden innerhalb jeder einzelnen Steuerverordnung wiedergegeben.

§ 4 - Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben.

Sie werden auf der Grundlage von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden. Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 5 - Unbeschadet dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4 und 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und die Artikel 126 bis 175 des Erlasses zur Ausführung dieses Gesetzbuches anwendbar auf die Provinzialsteuern, insofern sie nicht speziell die Einkommensteuern betreffen. Verfolgungen, Vorzugsrechte und die gesetzliche Hypothek für die Eintreibung der Steuern, die durch die Verwaltung der Zölle und Akzisen einzunehmen sind, werden jedoch wie für die Akzisen ausgeübt (Artikel L3321-12 des KLDD).

§ 6- Die Heberollen der Provinzialsteuern werden spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem Rechnungsjahr folgt, durch das Provinzkollegium im Rahmen seiner Funktion festgestellt und für vollstreckbar erklärt (Artikel L3321-4 KLDD).

Artikel 4:

§ 1 - Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Rechtsmittel.

Jede Verordnung über eine Steuer der Provinz beinhaltet folgende Informationen:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die je nach der betreffenden Steuer unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

KAPITEL II - EINFORDERBARKEIT DER STEUERN

Artikel 5 - Die Steuern sind in ihrer Gesamtheit oder nur zur Hälfte einforderbar, je nachdem ob der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements im Laufe des ersten oder des zweiten Halbjahrs beginnt. Wird eine Übertretung festgestellt, ist die Steuer oder die zusätzliche Abgabe immer für das ganze Jahr zu zahlen.

Die Steuer wird nicht für das laufende Jahr geschuldet, wenn der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements ab dem 1. Dezember beginnt.

Artikel 6 - Bei Verkauf oder Abtretung eines steuerpflichtigen Elements kann die für das laufende Jahr bezahlte Steuer auf den Namen des Erwerbers überschrieben werden, sofern dieser dies binnen einem Monat beantragt, und dabei die Quittung vorlegt, die dem Übertragenden ausgestellt wurde. Solange der Betreiberwechsel nicht gemeldet worden ist, haftet der Übertragende für die Zahlung der Steuer, es sei denn, er hätte Beschwerde gegen den Erwerber eingereicht.

Artikel 7 - Wenn ein in eine niedrigere Kategorie eingestuftes steuerpflichtiges Element im Laufe des Jahres mit einer höheren Abgabe belegt wird, muss zusätzlich zur ersten Steuer die Differenz zwischen beiden Abgaben bezahlt werden. Hierbei werden jedoch die in Artikel 5 der vorliegenden Verordnung aufgeführten Prinzipien angewandt.

Artikel 8 - Bei Verkauf, Abtretung, Betriebseinstellung, Auflösung oder Übertragung eines besteuerten Elements von einer höheren zu einer niedrigen Kategorie wird weder Erlass noch Ermäßigung gewährt.

Artikel 9 - Der Steuerpflichtige, der aufgrund des Besitzes, der Benutzung oder der Betreibung desselben steuerpflichtigen Elements eine ähnliche Steuer wie die ihm in der Provinz Lüttich auferlegte Steuer zugunsten einer anderen Provinz bezahlt hat, muss dies gemäß den Bestimmungen der Artikel 10 sqq. der vorliegenden Verordnung melden. Er kann aber einen Steuernachlass beantragen, der auf der Grundlage des niedrigeren Steuersatzes errechnet wird. Der Steuernachlass geht zu Lasten der Provinz Lüttich im Verhältnis des Betrags ihrer Steuer zum Gesamtbetrag der beiden Steuern. Dieser proportionale Steuernachlass wird ebenfalls gewährt, wenn die in der anderen Provinz erhobene Steuer mit der in der Provinz Lüttich festgelegten Steuer übereinstimmt.

KAPITEL III - HEBEROLLEN

Artikel 10 - Die in den Heberollen eingetragenen Steuern werden im Prinzip infolge einer Bestandsaufnahme festgelegt, die von den Gemeindeverwaltungen anhand von Formularen durchgeführt wird, die die für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten der Gemeinde vor dem 31. Januar eines jeden Jahres am Wohnsitz der Steuerpflichtigen aushändigen.

Diese Formulare müssen ordnungsgemäß vom Steuerpflichtigen ausgefüllt und unterschrieben und beim für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten vor dem 15. Februar eingereicht werden.

Das Erklärungsformular kann auf Anfrage des Steuerpflichtigen vom für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten ausgefüllt werden. In diesem Fall muss vor der Unterschrift des Steuerpflichtigen der handgeschriebene Vermerk „*genehmigt*“ stehen.

Falls der Steuerpflichtige nicht unterzeichnen kann, müssen zwei Zeugen das Erklärungsformular unterzeichnen.

Artikel 11- §1 - Sieht die Steuerverordnung eine Erklärungspflicht vor, hat die Nichtabgabe dieser Erklärung innerhalb der in vorerwähnter Verordnung festgelegten Frist oder die Abgabe einer falschen, unvollständigen oder ungenauen Erklärung

seitens des Steuerpflichtigen die Eintragung der Steuer von Amts wegen in die Heberolle zur Folge.

Bevor die Steuer von Amts wegen veranlagt wird, notifiziert die für die Erstellung der Heberolle zuständige Behörde dem Steuerpflichtigen per Einschreiben die Gründe für die Anwendung dieses Verfahrens, die Elemente, auf denen die Besteuerung basiert, sowie das Verfahren zur Bestimmung dieser Elemente und den Betrag der Steuer.

Der Steuerpflichtige verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Notifizierung, um seine Bemerkungen schriftlich vorzubringen.

Die Veranlagung der Steuer von Amts wegen kann nur während einer Zeitspanne von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres rechtsgültig in die Heberollen eingetragen werden. Diese Frist wird um zwei Jahre verlängert, wenn in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht zu schaden gegen die Steuerverordnung verstoßen wird.

Die Steuerverordnung kann vorsehen, dass die von Amts wegen in die Heberolle eingetragenen Steuern um einen in der Verordnung festgelegten Betrag, der das Doppelte der geschuldeten Steuer nicht überschreiten darf, erhöht werden. Der Betrag dieser Erhöhung wird ebenfalls in die Heberolle eingetragen.

§2 - Die in vorliegendem Artikel 11 §1 Absatz 1 erwähnten Verstöße werden durch vereidigte Beamte festgestellt, die von der für die Erstellung der Heberolle zuständigen Behörde eigens dazu bestimmt worden sind. Die von ihnen aufgestellten Protokolle haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

§3 - Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, auf Ersuchen der Verwaltung und vor Ort alle für die Festlegung der Steuer notwendigen Bücher und Dokumente vorzulegen. Die Steuerpflichtigen sind ebenfalls verpflichtet, den gemäß §2 der vorliegenden Bestimmung bestimmten Beamten, die im Besitz ihres Benennungsschreibens sind, freien Zugang zu den bebauten oder unbebauten Immobilien zu gewähren, die ein steuerpflichtiges Element bilden oder beinhalten können oder in denen eine steuerpflichtige Tätigkeit ausgeübt wird, um die Besteuerungsgrundlage festzulegen oder zu überprüfen.

Zu bewohnten Gebäuden oder Räumlichkeiten haben diese Beamten jedoch nur Zugang zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends, und nur mit der Ermächtigung des Richters des Polizeigerichts.

Artikel 12 - Von der Erklärung für das laufende Jahr sind diejenigen befreit, die sich in einer Gemeinde niederlassen und den Nachweis erbringen, dass sie für das betreffende Jahr in einer anderen Gemeinde der Provinz Lüttich diese Erklärung abgegeben und die Steuer bezahlt haben. Das gilt auch für die Erben eines Steuerpflichtigen, wenn Letzterer seinen Verpflichtungen nachgekommen ist.

Artikel 13 - Der Steuerpflichtige, der bei der Verteilung der in obigem Artikel 9 Absatz 1 erwähnten Erklärungsformulare nicht einbezogen worden ist, muss seine Gemeindeverwaltung vor dem 10. Februar davon in Kenntnis setzen. Ihm wird ein Erklärungsformular ausgehändigt, das dem für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten gemäß den Vorschriften von obigem Artikel 10 Absatz 2 für den 15. Februar ausgefüllt und unterzeichnet übergeben werden muss. Die Bestimmungen von Absatz 3 desselben Artikels finden ebenfalls Anwendung auf diesen Fall.

Artikel 14 - Die Eigentümer, Besitzer, Arbeitgeber oder Betreiber von steuerpflichtigen Elementen, die sich in mehreren Gemeinden der Provinz Lüttich aufhalten, müssen dies in jeder dieser Gemeinden melden, wobei sie insbesondere auf diesen Umstand hinweisen müssen. Die Steuer wird jedoch in der Gemeinde des Wohnsitzes gezahlt, sofern Letzterer in der Provinz liegt, oder in einer der Gemeinden, die der Steuerpflichtige selbst bestimmt, wenn er außerhalb der Provinz wohnt.

Artikel 15 - Sobald die Erklärungen, gemäß den Artikeln 10 und 13 vorliegender Verordnung abgegeben worden sind, erstellt das Gemeindegremium ein Verzeichnis, auf dem Name, Vorname, Beruf und Wohnort der Abgeber der Erklärungen in alphabetischer Reihenfolge und die Elemente für die Berechnung der Steuern vermerkt werden.

Dieses Verzeichnis wird dem Provinzrat im Hinblick auf die Erstellung der Heberolle für spätestens den 1. März mit sämtlichen Erklärungen übermittelt.

In der Heberolle wird Folgendes angegeben:

1. der Name der Provinz;
2. die Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und Adressen der Steuerpflichtigen;
3. das Datum der Verordnung, aufgrund der die Steuer zu entrichten ist;
4. die Bezeichnung, die Besteuerungsgrundlage, der Satz, die Berechnung und der Betrag der Steuer sowie das Rechnungsjahr, auf das sie sich bezieht;
5. die Nummern der Artikel;
6. das Datum der Vollstreckbarerklärung;
7. das Versanddatum;
8. der äußerste Zahlungstermin;
9. die Frist, innerhalb der der Steuerpflichtige einen Widerspruch einreichen kann, und die genaue Adresse der zuständigen Berufungsinstanz (Artikel L3321-4 des KLDD).

Artikel 16 - Jede Person, die nach der in obigem Artikel 11 erwähnten Bestandsaufnahme Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen wird, die Anzahl der ursprünglich angegebenen steuerpflichtigen Elemente erhöht oder sie durch andere Elemente ersetzt, die in eine Kategorie mit höherem Steuersatz fallen, muss die Gemeindeverwaltung innerhalb 15 Tagen davon in Kenntnis setzen.

Eine Erklärung muss auch dann eingereicht werden, wenn die steuerpflichtigen Elemente, deren Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber man wird, bereits in einer anderen Provinz oder vom vorherigen Steuerpflichtigen gemeldet worden sind.

In diesen Fällen kommen die Artikel 6 und 9 vorliegender Verordnung zur Anwendung.

Wenn ein Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen den Wohnsitz innerhalb der Provinz wechselt, informiert die Gemeindeverwaltung des vorherigen Wohnsitzes die Gemeinde des neuen Wohnsitzes darüber. Diese Information wird auch an die Eintreibungsstellen des früheren und des neuen Wohnsitzes weitergeleitet. Wenn der betreffende Steuerpflichtige für das laufende Jahr keine Erklärung eingereicht hat, muss er dies innerhalb fünfzehn Tagen bei der Gemeindeverwaltung seines neuen Wohnsitzes nachholen.

Artikel 17 - Auf Antrag des Erklärenden wird ihm kostenlos ein Auszug aus seiner Erklärung auf ungestempelttem Papier ausgehändigt.

Artikel 18 - Am 30. Juni und am 30. November eines jeden Jahres erstellen die Gemeindeverwaltungen zusätzliche Verzeichnisse mit den Erklärungen der Steuerpflichtigen, die aus irgendeinem Grund nicht in der ursprünglichen Heberolle aufgeführt waren.

Ergänzende Heberollen werden wie ursprüngliche Heberollen aufgestellt, festgestellt, für vollstreckbar erklärt und eingetrieben.

Artikel 19 - Sobald die sowohl ursprünglichen als auch ergänzenden Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden sie dem Finanzdirektor der Provinz, der mit

der Eintreibung beauftragt ist, gegen Empfangsbestätigung übermittelt; dieser sorgt unverzüglich für den Versand der Steuerbescheide.

Dieser Versand erfolgt für den Steuerpflichtigen kostenlos (Artikel L3321-4 , des KLDD).

Auf dem Steuerbescheid werden das Datum des Versands und die in Artikel [15](#), Absatz 3 erwähnten Angaben vermerkt.

Dem Steuerbescheid wird eine Zusammenfassung der Verordnung, auf der die Steuer basiert, beigelegt (Artikel L3321-5 des KLDD).

Artikel 20 - Die in der Heberolle eingetragenen Provinzialsteuern sind binnen zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids zu entrichten.

Artikel 21 - Die zur Aufstellung und zur Eintreibung der Steuern nötigen Vordrucke gehen zu Lasten der Provinz und müssen von dieser zur Verfügung gestellt werden.

KAPITEL IV - WIDERSPRÜCHE

Artikel 22 - Mit Ausnahme der provinziellen Zuschlagshundertstel auf Staatsteuern, die denselben Bestimmungen wie die Hauptsteuer unterliegen, müssen Widersprüche gegen Provinzialsteuern zur Vermeidung des Verfalls beim Provinzkollegium eingereicht werden, das als Verwaltungsbehörde handelt.

Widersprüche gegen die Provinzialsteuern erfolgen gemäß den Bestimmungen der Artikel L3321-9 bis L3321-11 des KLDD.

In Anwendung des Artikels 371 des Einkommensteuergesetzbuches, der aufgrund des Artikels L3321-12 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung auf die Provinzialsteuern anwendbar ist, müssen die Widersprüche zur Vermeidung des Verfalls binnen sechs Monaten ab dem dritten Werktag nach dem Versand des Steuerbescheids, der die Widerspruchsfrist angibt, eingereicht werden.

Wird ein Widerspruch per Einschreiben eingelegt, gilt das Datum des Poststempels auf dem Versendungsnachweis als Datum der Einlegung.

Der Widerspruch muss zur Vermeidung der Nichtigkeit schriftlich bei der zuständigen Behörde eingereicht werden.

Er ist zu datieren und vom Widerspruchsführer oder von seinem Vertreter zu unterzeichnen. Müssen vermerkt werden:

- 1° Name, Eigenschaft, Adresse oder Sozialsitz des Steuerpflichtigen, zu dessen Lasten die Steuer festgelegt worden ist;
- 2° Gegenstand des Widerspruchs und die Darlegung des Sachverhalts und der Klagegründe.

Die zuständige Behörde oder das von ihr eigens dazu bestimmte Organ bescheinigt den Empfang des Widerspruchs schriftlich binnen acht Tagen nach ihrem Versand. Der Widerspruch kann ebenfalls der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens dazu bestimmten Organ gegen Empfangsbestätigung zugeschickt werden (Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 12. April 1999 zur Festlegung des Verfahrens vor dem Gouverneur).

Artikel 23 - Der Widerspruchsführer hat die Zahlung der Steuer nicht nachzuweisen.

Artikel 24 - Gegen den Beschluss des Provinzkollegiums kann Widerspruch vor dem Gericht Erster Instanz, in dessen Amtsbereich die Steuer festgelegt worden ist, eingereicht werden.

In Ermangelung einer Entscheidung der zuständigen Provinzbehörde gilt der Anspruch als begründet. Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind für diese Angelegenheiten anwendbar.

Gegen das Urteil des Gerichts Erster Instanz kann Widerspruch eingelegt oder Rechtsmittel eingeleitet werden.

Gegen den Entscheid des Appellationshofs kann eine Kassationsbeschwerde eingereicht werden.

Formen, Fristen und Verfahren in Bezug auf Widersprüche werden wie für die staatlichen Einkommenssteuern geregelt und gelten für alle betroffenen Parteien.

Artikel 25 - Das Provinzkollegium gewährt von Amts wegen die Befreiung von Steuern, die aus sachlichen Fehlern entstanden sind.

N° 80 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les établissements bancaires pour 2021.****Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES POUR 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 sur les établissements bancaires, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Que, d'une part, il convient de mettre en conformité son contenu avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;

Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327 du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu que les taux prévus par le règlement-taxe sur les établissements bancaires s'avèrent nettement inférieurs aux taux conseillés par la circulaire de la Région wallonne, hormis l'hypothèse marginale où l'agence ne disposerait que d'un seul poste de réception dans lequel seraient employées au moins deux personnes ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2021 sur les établissements bancaires, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) : 32
- Vote(nt) contre : ~~1~~
- S'abstien(nen)t : Ecolo (11) - PTB (4) - CDH-CSP (6) : 21
- ~~Unanimité.~~

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES**

Article 1^{er} - Il est établi, au profit de la province de Liège, une taxe annuelle à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé sur son territoire un établissement bancaire ouvert au public.

Article 2 - Le taux de la taxe est fixé annuellement à 372 EUR par établissement, augmentés d'une somme de 56 EUR par poste de réception, à partir du cinquième. On entend par poste de réception, tout endroit (local, bureau, guichet, ...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Article 3 - Par « *établissement bancaire* », il faut entendre tout établissement, sans distinguer s'il s'agit d'un siège principal ou d'une succursale, d'une agence, d'un office..., qui se livre à titre principal ou accessoire à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédit sous des formes quelconques, pour autant que deux personnes au moins y soient occupées.

Article 4 - La taxe est due pour l'année entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation.

Article 5 - La taxe est payable spontanément et en une seule fois, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, et en tout cas, dans le mois qui suit l'installation d'un nouvel établissement, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet. Le talon du bulletin de versement ou virement doit indiquer la nature de la taxe et l'endroit de situation des éléments imposables. Ces renseignements peuvent éventuellement être fournis par lettre adressée au Directeur financier provincial.

Article 6 - Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, de l'article 15, du règlement général, les Administrations communales adresseront chaque année au Collège provincial, pour le 15 février au plus tard, un relevé des éléments imposables situés, au 1^{er} janvier de la même année, sur le territoire de leur commune et signaleront, en outre dans les 15 jours, toute nouvelle installation.

Au vu de ces renseignements, la Province établira la liste des redevables en retard de paiement, en vue de la formation d'un rôle.

Dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Article 7 - §1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 8 – §1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce.

En l'occurrence, elle est relative au recensement établi par l'administration communale et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;

- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 9 - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

**VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
BANKINSTITUTE FÜR DAS JAHR 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben festlegt, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Nomenklatur, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Steuerverordnung 2020 auf Bankinstitute, per Beschluss vom Donnerstag, 24. Oktober 2019 verabschiedet, am Montag, 25. November 2019 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass, einerseits, ihr Inhalt mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass die in der Steuerverordnung auf Bankinstitute vorgesehenen Sätze viel niedriger sind als die im Rundschreiben der Wallonischen Region empfohlenen Sätze, abgesehen von der unwahrscheinlichen Hypothese, in der die Bankfiliale nur eine Empfangsstelle hätte, in der mindestens zwei Personen beschäftigt wären;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Bankinstitute für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

EXERCICE 2021
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
BANKINSTITUTE

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person erhoben, durch deren Vermittlung auf dem Gebiet der Provinz ein der Öffentlichkeit zugängliches Bankinstitut eingerichtet wird.

Artikel 2 - Der Steuersatz wird jährlich auf 372 € pro Einrichtung festgelegt, zuzüglich einer Summe von 56 € für jede getrennte Annahmestelle ab der Fünften. Unter Annahmestelle versteht man jede Stelle (Raum, Büro, Schalter usw.), an der ein Angestellter der Bank ein Bankgeschäft zugunsten eines Kunden verrichten kann.

Artikel 3 - Unter „Bankinstitut“ versteht man jede Einrichtung, die – ungeachtet der Tatsache, ob es sich um einen Hauptsitz, eine Zweigniederlassung, eine Zweigstelle, ein Büro usw. handelt – als Haupt- oder Nebentätigkeit Depositen annimmt und/oder Darlehen gewährt – in gleich welcher Form auch immer –, sofern mindestens zwei Personen dort beschäftigt sind.

Artikel 4 - Die Steuer ist für das ganze Jahr zu entrichten, ungeachtet des Zeitpunkts und der Dauer der Einrichtung.

Artikel 5 - Die Steuer ist unaufgefordert in einem einzigen Mal spätestens am 1. März eines jeden Jahres und auf jeden Fall innerhalb des Monats nach demjenigen der Einrichtung einer neuen Bank auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmenkonto zu zahlen oder zu überweisen. Auf dem Abschnitt des Zahlungs- bzw. Überweisungsscheins müssen die Art der Steuer und der Standort der steuerpflichtigen Elemente angegeben sein. Diese Angaben können eventuell durch ein Schreiben an den Finanzdirektor der Provinz mitgeteilt werden.

Artikel 6 - In Abweichung von Artikel 15 Absatz 2 der allgemeinen Verordnung übermitteln die Gemeindeverwaltungen dem Provinzkollegium jedes Jahr spätestens zum 15. Februar eine Liste der am 1. Januar desselben Jahres auf dem Gebiet ihrer Gemeinde befindlichen steuerpflichtigen Elemente und teilen zudem innerhalb 15 Tagen jede neue Einrichtung mit. Auf der Grundlage dieser Auskünfte erstellt die Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Erstellung einer Heberolle. In diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 7 -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.
Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 8 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;

- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.
In diesem Fall bezieht sie sich auf die von der Gemeindeverwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 9 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 81 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

*Taxe provinciale sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage pour 2021.
Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du
Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*

RÉSOLUTION**TAXE SUR LES DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;

Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, ainsi que sur les véhicules isolés hors d'usage, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Considérant en effet que, par sa circulaire susvisée du 14 juillet 2020, le Ministre compétent estime que la taxe sur le dépôt de mitrailles et de véhicules usagés vise exclusivement une exploitation commerciale, alors que la taxe sur les véhicules isolés abandonnés vise un particulier ;

Considérant qu'il invite donc les Conseils provinciaux à adopter un règlement spécifique portant la taxe sur les dépôts de mitrailles et véhicules hors d'usage, exclusion faite de celle portant sur les véhicules isolés hors d'usage, devant faire l'objet d'un règlement séparé ;

Attendu, par ailleurs, que les trois amendements suivants doivent intervenir ;

Que, d'une part, il convient de mettre le contenu du règlement en conformité avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;

Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327 du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu que relativement à la taxe sur les dépôts de mitrilles et véhicules hors d'usage, les taux de la taxe appliqués par la Province de Liège sont nettement inférieurs aux taux recommandés ;

Que le seul cas d'espèce qui ne respecterait pas la limitation, est celui du dépôt d'une superficie égale ou inférieure à 55 m² ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2021 sur les dépôts de mitrilles et de véhicules hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : **53**
- Vote(nt) pour : **PS(17) - MR(15) - CDH-CSP(6) : 38**
- Vote(nt) contre :
- S'abstien(nen)t : **ECOLO(n) - PTB(4) : 15**
- Unanimité

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE POUR 2021**

Article 1^{er} - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, installés en plein air sur son territoire et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par dépôt, il faut entendre le lieu où l'on dépose des mitrailles et des véhicules hors d'usage.

Par véhicule hors d'usage, il faut entendre tout véhicule automobile ou autre qui, par suite de l'enlèvement ou de la détérioration d'une pièce quelconque, se trouve hors d'état de marche, même s'il peut ultérieurement faire l'objet d'une réparation.

Article 2 - La taxe est due par le propriétaire des marchandises et des véhicules entreposés, quelle que soit leur importance, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application de la réglementation en vigueur pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le propriétaire du terrain sur lequel un dépôt semblable est installé, est solidairement redevable de la taxe.

Article 3 - La taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, est fixée comme suit, en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi :

- jusqu'à 5 ares 445 euros,
- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares 890 euros,
- plus de 10 ares jusqu'à 20 ares 1.190 euros,
- plus de 20 ares jusqu'à 50 ares 1.490 euros,
- plus de 50 ares jusqu'à 100 ares ... 1.980 euros,
- plus de 100 ares 2.480 euros,

Si, dans le courant de l'année, un exploitant crée un nouveau dépôt, il est tenu d'en faire spontanément la déclaration auprès de l'administration provinciale - Impositions provinciales - 4000 LIEGE.

Article 4 - Exonération de la taxe

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- Soit par le fait de sa situation ;
- Soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Les dépôts dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires sont exonérés de la présente taxe.

Article 5 - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 6 - §1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 – §1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce.

En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;

- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 8 - Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

**STEUER AUF DEPOTS VON ALTEISEN UND AUSGEDIENTEN
FAHRZEUGEN 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben festlegt, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Nomenklatur, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Verordnung über die Provinzialsteuer 2020 auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen sowie auf individuelle Altfahrzeuge erhoben am 24. Oktober 2019 per Beschluss verabschiedet und am 25. November 2019 per Erlass durch die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In Anbetracht der Tatsache, dass der zuständige Minister in seinem oben genannten Rundschreiben vom 14. Juli 2020 die Auffassung vertritt, dass die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen ausschließlich für Handelsbetriebe bestimmt ist, während die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge für eine Privatperson bestimmt ist;

In Anbetracht, dass er dementsprechend die Provinzialräte dazu auffordert, eine besondere Verordnung über die Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen zu verabschieden, die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge ausgenommen, welche Gegenstand einer gesonderten Verordnung sein sollte;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die folgenden drei Änderungen vorgenommen werden sollen;

Dass, einerseits, ihr Inhalt mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen die von der Provinz Lüttich angewandten Steuersätze deutlich unter den empfohlenen Sätzen liegen;
Dass der einzige Fall, in dem die Begrenzung nicht eingehalten wäre, der eines Depots mit einer Fläche bis zu 55 m² ist;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF DEPOTS
VON ALTEISEN UND VON AUSGEDIENTEN FAHRZEUGEN

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen erhoben, die sich unter freiem Himmel auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus einsehbar sind.

Als Depot wird ein Ort bezeichnet, an dem Alteisen und ausgediente Fahrzeuge abgestellt sind.

Als ausgedientes Fahrzeug werden Automobile oder sonstige Fahrzeuge bezeichnet, die aufgrund von fehlenden oder beschädigten Teilen gleichwelcher Art nicht mehr fahrtüchtig sind, auch dann, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt instandgesetzt werden können.

Artikel 2 - Die Steuer ist durch den Eigentümer der Waren und der gelagerten Fahrzeuge zu entrichten, unabhängig von der Anzahl und auch dann, wenn das Depot nicht genehmigt wurde, in Anwendung der geltenden Verordnung über gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe.

Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein solches Depot eingerichtet wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

Artikel 3 - Die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen wird wie folgt festgelegt, in Bezug auf die Gesamtfläche des Grundstücks, auf dem sich das Depot befindet:

- bis zu 5 Ar 445 Euro,
- mehr als 5 Ar bis zu 10 Ar 890 Euro,
- mehr als 10 Ar bis zu 20 Ar... 1.190 Euro,
- mehr als 20 Ar bis zu 50 Ar... 1.490 Euro,
- mehr als 50 Ar bis zu 100 Ar 1.980 Euro,
- mehr als 100 Ar 2.480 Euro,

Wenn ein Betreiber im Laufe des Jahres ein neues Depot einrichtet, muss er dies der Provinzverwaltung – Provinzialsteuern – 4000 LÜTTICH umgehend und ohne Aufforderung melden.

Artikel 4 - Befreiung von der Steuer

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Depot von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen einzusehen ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

Depots im unmittelbaren Umfeld von Hafen- oder Eisenbahnanlagen sind von dieser Steuer befreit.

Artikel 5 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 6.

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist.

Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;

- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.
In diesem Fall bezieht sie sich auf die spontane Erklärung des Steuerpflichtigen und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 82 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les véhicules isolés hors d'usage pour 2021.****Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS HORS D'USAGE 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, ainsi que sur les véhicules isolés hors d'usage, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Considérant en effet que, par sa circulaire susvisée du 14 juillet 2020, le Ministre compétent estime que la taxe sur le dépôt de mitrailles et de véhicules usagés vise exclusivement une exploitation commerciale, alors que la taxe sur les véhicules isolés abandonnés vise un particulier ;

Considérant qu'il invite donc les Conseils provinciaux à adopter un règlement spécifique portant la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage, exclusion faite de celle portant sur les dépôts de mitrailles et véhicules hors d'usage, devant faire l'objet d'un règlement séparé ;

Attendu, par ailleurs, que les trois amendements suivants doivent intervenir ;

Que, d'une part, il convient de mettre le contenu du règlement en conformité avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;

Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327 du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu que relativement à la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage, le taux de la taxe appliqué par la Province de Liège est nettement inférieur au taux recommandé ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2021 sur les véhicules isolés hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) - CDH-CSP(6) : 38
- Vote(nt) contre :
- S'abstien(nen)t : Ecolo (n) - PTB(4) : 15
- Unanimité.

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Par le Conseil,

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS HORS D'USAGE POUR 2021**

Article 1^{er} - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les véhicules isolés hors d'usage, installés en plein air sur son territoire et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par véhicule hors d'usage, il faut entendre tout véhicule automobile ou autre qui, par suite de l'enlèvement ou de la détérioration d'une pièce quelconque, se trouve hors d'état de marche, même s'il peut ultérieurement faire l'objet d'une réparation.

Article 2 - La taxe est due par le propriétaire du véhicule isolé hors d'usage. Le propriétaire du terrain sur lequel un véhicule hors d'usage est installé, est solidairement redevable de la taxe.

Article 3 - La taxe sur les véhicules isolés hors d'usage est fixée à 250 euros.

Article 4 - Exonération de la taxe

La taxe n'est pas due si le véhicule est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- Soit par le fait de sa situation ;
- Soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Article 5 - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 6 - §1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 – §1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 8 - Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

**STEUER AUF INDIVIDUELLE ALTFahrZEUGE FÜR DAS
JAHR 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben festlegt, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Nomenklatur, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Verordnung über die Provinzialsteuer 2020 auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen sowie auf individuelle Altfahrzeuge erhoben am 24. Oktober 2019 per Beschluss verabschiedet und am 25. November 2019 per Erlass durch die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In der Erwägung der Tatsache, dass der zuständige Minister in seinem oben genannten Rundschreiben vom 14. Juli 2020 die Auffassung vertritt, dass die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen ausschließlich für Handelsbetriebe bestimmt ist, während die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge für eine Privatperson bestimmt ist;

In der Erwägung, dass er dementsprechend die Provinzialräte dazu auffordert, eine besondere Verordnung über individuelle Altfahrzeuge zu verabschieden, die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen ausgenommen, welche Gegenstand einer gesonderten Verordnung sein sollte;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die folgenden drei Änderungen vorgenommen werden sollen;

In der Erwägung, dass, einerseits, der Inhalt der Verordnung mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Steuer auf individuelle Altfahrzeuge der von der Provinz Lüttich angewandte Steuersatz deutlich unter dem empfohlenen Satz liegt;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf individuelle Altfahrzeuge für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:

- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Marianne LONHAY

Der Präsident

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
INDIVIDUELLE ALTFahrZEUGE FÜR DAS JAHR 2021

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf individuelle Altfahrzeuge erhoben, die sich unter freiem Himmel auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus einsehbar sind.
 Als Altfahrzeug werden Automobile oder sonstige Fahrzeuge bezeichnet, die aufgrund von fehlenden oder beschädigten Teilen gleichwelcher Art nicht mehr fahrtüchtig sind, auch dann, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt instandgesetzt werden können.

Artikel 2 - Die Steuer ist durch den Eigentümer des individuellen Altfahrzeugs zu entrichten.
 Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein Altfahrzeug abgestellt wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

Artikel 3 - Die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge wird auf 250 Euro festgelegt.

Artikel 4 - Befreiung von der Steuer

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Altfahrzeug von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen einzusehen ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

Artikel 5 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 6.

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist.

Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.

In diesem Fall bezieht sie sich auf die spontane Erklärung des Steuerpflichtigen und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;

- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 83 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les permis et licences de chasse pour 2021.****Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu les articles 14, §2, et 3, de la loi du 28 février 1882 sur les permis et licences de chasse telle que modifiée ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 sur les permis et licences de chasse, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Que, d'une part, il convient de mettre le contenu du règlement en conformité avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;

Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327, du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2021 sur les permis et licences de chasse, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS (17) - MR (15) : 32
- Vote(nt) contre : CDH-CSP (6) : 6
- S'abstien(nen)t : Ecolo (n) - PTB (4) : 15
- ~~Unanimité.~~

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE POUR 2021**

Article 1^{er} – Il est perçu au profit de la Province de Liège, une imposition sur chaque permis et licence de chasse délivrés sur son territoire.

Article 2 – Le montant de cette imposition est égal au 1/10^{ème} du montant de la taxe perçue par la Région wallonne.

Article 3 – La taxe est due par le titulaire du permis ou de la licence de chasse. Toutefois, dans le cas d'une licence de chasse, elle est due solidairement par le titulaire du permis qui a sollicité la licence pour son invité.

Article 4 – Par dérogation aux dispositions du règlement général, la taxe est payable spontanément et en une fois, au plus tard dans les quinze jours de la délivrance du permis ou de la licence, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet. Dès réception du paiement, une quittance est délivrée au contribuable. Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe.

Article 5 – Au vu des renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, le Directeur financier provincial établira la liste des redevables en retard de paiement en vue de la formation d'un rôle; dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Article 6 - §1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge. Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle. Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle. Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable. La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92. L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 – §1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable aux renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 8 - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

PROVINZIALSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND -LIZENZEN
DAS JAHR 2021

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund von Artikel 14, §2 und 3 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über Jagdscheine und -lizenzen in seiner jüngsten Fassung;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Klassifizierungen der Steuern bezieht (Punkte **V.** und **VI.**);

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben betont, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Klassifizierung, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Steuerverordnung 2020 auf Jagdscheine und -lizenzen, per Beschluss vom 24. Oktober 2019 verabschiedet, am 25. November 2019 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass, einerseits, der Inhalt der Verordnung mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Jagdscheine und -lizenzen für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom Donnerstag, den 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
JAGDSCHEINE UND -LIZENZEN FÜR DAS JAHR 2021

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine Steuer auf die auf ihrem Gebiet ausgestellten Jagdscheine und -lizenzen erhoben.

Artikel 2 - Die Höhe dieser Steuer beträgt 1/10 der von der Wallonischen Region erhobenen Steuer.

Artikel 3 - Die Steuer ist vom Inhaber des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz zu entrichten.

Bei einer Jagdlizenz wird sie jedoch solidarisch vom Inhaber des Scheins geschuldet, der die Jagdlizenz für seinen Gast beantragt hat.

Artikel 4 - In Abweichung von den Bestimmungen der allgemeinen Verordnung ist die Steuer spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab Ausstellung des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz unaufgefordert in einem Mal auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmenkonto zu zahlen bzw. zu überweisen.

Bei Eingang der Zahlung wird dem Steuerpflichtigen eine Quittung ausgestellt. Es werden weder Steuererlasse noch Steuerermäßigungen gewährt.

Artikel 5 - Auf der Grundlage der Auskünfte, die der für die Ausstellung der Jagdscheine und -lizenzen zuständige Beamte übermittelt hat, erstellt der Finanzdirektor der Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Bildung einer Heberolle; in diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 6.

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.

In diesem Fall hängt sie von der spontanen Erklärung des Steuerpflichtigen, von den Auskünften, die der für die Ausstellung der Jagdscheine und -lizenzen zuständige Beamte übermittelt hat und von jeder von der Steuerbehörde vorbehaltenen Überprüfung ab;

- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 84 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement pour 2021.

Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.

RÉSOLUTION

**TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODOES
AINSI QUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU DÉCRET RELATIF AU PERMIS
D'ENVIRONNEMENT POUR 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;

Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement doit faire l'objet de modifications pour 2021 ;

Que, d'une part, il convient de mettre en conformité son contenu avec les dispositions rendues applicables au recouvrement des taxes provinciales, par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF, en abrégé) ;

Que, d'autre part, il s'impose d'introduire, au sein du règlement, la mention définissant les opérations de traitement des données à caractère personnel, par application du RGPD, dans le respect de l'article 327 du Code des Impôts sur les revenus (CIR92), et du canevas figurant au sein de la circulaire du 14 juillet 2020, en son point **V.4.7** ;

Qu'enfin, un toilettage formel du texte s'impose afin de le rendre conforme aux dispositions de la circulaire de légistique formelle du Conseil d'Etat ;

Attendu que relativement à la taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, le taux provincial est inférieur pour un établissement de classe 1, et supérieur pour un établissement de classe 2 ;

Que la moyenne des deux est sensiblement égale au taux préconisés par la circulaire de la Région wallonne ;

Considérant que la Province de Liège prévoit dans son règlement de nombreuses exonérations (seules 3 exceptions étant proposées dans la circulaire), ainsi qu'un règlement spécifique relatif à des exonérations pour des activités industrielles nouvelles ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2021 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) : 32
- Vote(nt) contre : CDH-CSP(6) : 6
- S'abstien(nen)t : Écolo(m) - PTB(4) : 15
- Unanimité.

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES AINSI QUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU DÉCRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT POUR 2021**

Article 1^{er} - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Sont visés :

1. Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de classe 1 exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II, dudit Règlement général et les établissements dont question à l'arrêté royal du 28 février 1963 qui sont rangés dans les classes I et II par le Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ;
2. Les établissements de classes 1 et 2 soumises au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées, exploitées.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements sont mis en œuvre, la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements.

Sont visés les éléments imposables existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2- La taxe est due par l'exploitant du ou des établissements visés à l'article 1^{er}.

Article 3- La taxe est fixée à 50 EUR par élément imposable.

Article 4 - Sont exonérés de l'impôt :

- Les établissements qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. L'impôt est réduit de moitié pour les éléments restés inactifs pendant au moins six mois consécutifs de ladite année ;
- Les établissements exploités par l'Etat, la Province et les communes et affectés à un service gratuit d'utilité publique ;
- Les établissements exploités par des associations sans but lucratif ;
- Les établissements exploités par les entreprises agricoles ;
- Les unités et installations d'épuration individuelle capables de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante respectivement inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants et comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants ;
- Les établissements procédant à des opérations de forage ou de sondage pour un usage géothermique (Pompes à chaleur).

Article 5 - La taxe est perçue par voie de rôle.

L'Administration provinciale est autorisée à recueillir tous les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 7 – §1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 8 – §1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de LIEGE ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative au recensement établi par l'administration provinciale et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 9 - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

**PROVINZIALSTEUERN AUF GEFÄHRLICHE,
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE
SOWIE AUF EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE
UMWELTGENEHMIGUNG UNTERLIEGEN, FÜR DAS JAHR
2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**);

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben festlegt, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Nomenklatur, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2020 über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, die per Beschluss vom 24. Oktober 2019 verabschiedet wurde, am 25. November 2019 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass, einerseits, ihr Inhalt mit den Bestimmungen in Einklang gebracht werden soll, die für die Erhebung der Provinzialsteuern durch das Gesetz vom 13. April 2019 gelten, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) festlegt;

In der Erwägung, dass es, andererseits, notwendig ist, in die Verordnung die Definition der Verarbeitungsverfahren für personenbezogene Daten einzuführen, unter Anwendung der DSGVO, gemäß Artikel 327 des Einkommenssteuergesetzbuches (CIR92), und des im Rundschreiben vom 14. Juli 2020 in dessen Punkt **V.4.7** enthaltenen Rahmens;

In der Erwägung, dass schließlich eine formelle Abänderung des Textes notwendig ist, um ihn mit den Bestimmungen des Rundschreibens über die Gesetzgebungstechnik des Staatsrates in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass im Vergleich zur Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, der Steuersatz der Provinz für eine Einrichtung der Klasse 1 niedriger und für eine Einrichtung der Klasse 2 höher ist;
In der Erwägung, dass der Durchschnitt von beiden ungefähr dem im Rundschreiben der Wallonischen Region empfohlenen Steuersatz entspricht;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich in ihren Vorschriften zahlreiche Steuerbefreiungen vorsieht (im Rundschreiben werden nur 3 Ausnahmen vorgeschlagen), sowie eine spezifische Regelung in Bezug auf Steuerbefreiungen für neue industrielle Aktivitäten;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Satz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;
Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, für das Jahr 2021 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
GEFÄHRLICHE, GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE
BETRIEBE SOWIE AUF EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET
ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG FÜR DAS JAHR 2021
UNTERLIEGEN

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, erhoben.

Dies betrifft:

1. die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung betriebenen gefährlichen, gesundheitsgefährdenden oder lästigen Betriebe der ersten Klasse, die unter Titel 1 Kapitel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufgelistet sind, und die Einrichtungen, die im Königlichen Erlass vom 28. Februar 1963 erwähnt sind und durch die allgemeine Ordnung zum Schutz der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen in die Klassen I und II eingestuft worden sind;
2. die Betriebe der Klassen 1 und 2, die dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten unterliegen und betrieben werden.

Falls ein oder mehrere Betriebe eingerichtet werden, ist die Steuer so oft zu entrichten, wie es Betriebe gibt.

Dies betrifft steuerpflichtige Elemente, die am 1. Januar des Steuerjahrs bestehen.

Artikel 2 - Die Steuer wird vom Betreiber der in Artikel 1 erwähnten Betriebe geschuldet.

Artikel 3 - Die Steuer wird auf 50 € pro steuerpflichtiges Element festgelegt.

Artikel 4 - Von der Steuer befreit werden:

- Betriebe, die während des gesamten dem Veranlagungsjahr vorausgehenden Jahres stillstanden. Die Steuer wird um die Hälfte gekürzt für Elemente, die in besagtem Jahr mindestens sechs aufeinanderfolgende Monate lang stillstanden;
- Betriebe, die durch den Staat, die Provinz und die Gemeinden betrieben werden, im Sinne einer kostenlosen gemeinnützigen Dienstleistung;
- Betriebe, die von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht betrieben werden;
- Betriebe, die von landwirtschaftlichen Unternehmen betrieben werden;
- individuelle Kläranlagen oder -einheiten zur Abwasserbehandlung, die Mengen häuslicher Abwässer behandeln, die einer Belastung von bis zu 20 Einwohneräquivalenten und von 20 bis 100 Einwohneräquivalenten entsprechen;
- Einrichtungen, die geothermische Bohrungen und Sondierungen (Wärmepumpen) durchführen.

Artikel 5 - Die Steuer wird mittels Heberollen eingetrieben.

Die Provinzialverwaltung ist ermächtigt, alle Auskünfte einzuholen, die für die Besteuerung erforderlich sind.

Artikel 6 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 7 -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Provinzkollegium beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 8 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist.

Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.
In diesem Fall bezieht sie sich auf die von der Provinzverwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 9 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 85 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe sur les exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2021.**Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du**Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.***RÉSOLUTION****TAXE SUR LES EXONÉRATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
NOUVELLES 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes (points **V.** et **VI.**) ;Attendu que cette circulaire précise que les taxes, ainsi que les taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature que les Provinces possédaient au 1^{er} janvier 1998, peuvent néanmoins être maintenus sans obstacle ;

Vu le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 5 octobre 2020, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 5 octobre 2020, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2020 relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 25 novembre 2019 ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'implantation sur le territoire de la Province de Liège, d'activités industrielles nouvelles et leur développement pendant la période de croissance et d'expansion économique, notamment en leur consentant des exonérations fiscales ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) : 32
- Vote(nt) contre : CDH-CSP(6) : 6
- S'abstien(nen)t : Ecolo(11) - PTB(4) : 15
- Unanimité.

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du
29 OCT. 2020

EXERCICE 2021**RÈGLEMENT RELATIF AUX EXONÉRATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES NOUVELLES**

Article 1^{er} - Les personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, sur le territoire de la Province, des activités industrielles nouvelles visées par la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que remplacée par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et l'arrêté royal du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, pourront bénéficier, à partir du début de cette activité d'une exonération de la taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Article 2 - Le dégrèvement sera accordé pour une période de cinq ans et correspondra à l'accroissement de la base taxable engendré par l'activité industrielle nouvelle.

Article 3 - Les modalités de retrait des avantages prévus par les lois susvisées sont applicables, *mutatis mutandis*, aux présents dégrèvements.

Article 4 - Sans préjudice au droit de réclamation contre les cotisations portées aux rôles d'imposition dans les formes et délais légalement stipulés, la demande d'exonération devra être introduite dans un délai d'un an à dater de la mise en œuvre des activités industrielles nouvelles justifiant l'application des présentes dispositions.

Toutefois, les demandes introduites après ce délai seront prises en considération pour l'octroi de l'exonération pendant la période prévue à l'article 2, diminuée du nombre d'années écoulées entre la mise en œuvre des activités nouvelles et celle de l'introduction de la demande.

Article 5 - Le présent règlement est décrété pour un terme d'un an.

**VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN
ZUGUNSTEN NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN FÜR
DAS JAHR 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

In der Erwägung, dass dieses Rundschreiben festlegt, dass die Steuern sowie die Steuersätze, die höher sind als die in der Nomenklatur, über die die Provinzen am 1. Januar 1998 verfügten, dennoch ungehindert beibehalten werden können;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

In der Erwägung, dass die Steuerverordnung über Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten, per Beschluss vom 24. Oktober 2019 verabschiedet, am 25. November 2019 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2021 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass die Ansiedlung von neuen industriellen Betrieben auf dem Gebiet der Provinz Lüttich gefördert und ihre Entwicklung während der wirtschaftlichen Expansions- und Wachstumsperiode u. a. durch Steuerentlastungen unterstützt werden muss;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung in Bezug auf Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten für das Jahr wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Marianne LONHAY

Der Präsident

Jean-Claude JADOT

RECHNUNGSJAHR 2021
VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN
ZUGUNSTEN
NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN

Beschluss des Provinzialrates vom 29. Oktober 2020, der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 30. November 2020 genehmigt wurde

Artikel 1 - Natürliche oder juristische Personen, die auf dem Gebiet der Provinz neue industrielle Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 24. Mai 1959 zur Erweiterung der Erleichterungen für den Zugang des Mittelstands zum Berufs- und Handwerkskredit, des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zur Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industrien, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, das durch den Erlass des wallonischen Regionalrats vom 25. Juni 1992 ersetzt wird, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1982 über die Schaffung von Beschäftigungsgebieten einführen, haben ab Beginn der Tätigkeiten Anspruch auf eine Befreiung von der Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen.

Artikel 2 - Der Steuernachlass wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt und entspricht dem durch die neue industrielle Tätigkeit erzeugten Zuwachs der steuerpflichtigen Grundlage.

Artikel 3 - Die Modalitäten zum Entzug der durch vorerwähnte Gesetze vorgesehenen Vorteile sind *mutatis mutandis* auf vorliegende Nachlasse anwendbar.

Artikel 4 - Unbeschadet des Rechts, in den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen einen Widerspruch gegen die in den Heberollen eingetragenen Steuern einzureichen, muss der Antrag auf Steuerbefreiung innerhalb eines Jahres ab Aufnahme der von vorliegenden Bestimmungen betroffenen neuen industriellen Tätigkeiten eingereicht werden.

Die Anträge, die nach dieser Frist eingereicht werden, werden jedoch für die Gewährung der Steuerbefreiung während der in Artikel 2 vorgesehenen Dauer berücksichtigt, wobei die Anzahl Jahre abgezogen wird, die zwischen der Aufnahme der neuen Tätigkeiten und der Einreichung des Antrags verstrichen ist.

Artikel 5 - Vorliegende Verordnung wird für die Dauer eines Jahres erlassen.

N° 86 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour 2021.****Résolution du Conseil provincial du 29 octobre 2020 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2020.*****RÉSOLUTION****CENTIMES ADDITIONNELS PROVINCIAUX AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER POUR 2021**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la loi du 19 avril 2014 modifiant le Code des Impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé ;Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, datée du 14 juillet 2020 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2021, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale (points **V.** et **VI.**) ;

Considérant que, pour l'exercice 2020, le taux fixé pour les centimes additionnels au précompte immobilier, adopté par sa résolution du 24 octobre 2019, et qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 6 novembre 2019), ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2021 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2020 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 5 octobre 2020 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-65, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 5 octobre 2020, et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. – II est établi au profit de la Province de Liège 1750 centimes additionnels au précompte immobilier pour 2021.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 53
- Vote(nt) pour : PS(17) - MR(15) : 32
- Vote(nt) contre : Ecolo(11) - PTB(4) - CDH-CSP(6) : 21
- S'abstien(nen)t : —
- Unanimité:

En séance à Liège, le 29 octobre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

29 OCT. 2020

**ZUSCHLAGHUNDERTSTEL AUF DEN
IMMOBILIENSTEUERVORABZUG ZUGUNSTEN DER
PROVINZ FÜR DAS JAHR 2021**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. April 2014 zur Abänderung des Einkommensgesetzbuches 1992 hinsichtlich der Zusatzsteuern auf regionale Steuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung festlegt;

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region vom 14. Juli 2020 über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2021, insbesondere des Teils, der sich auf die Besteuerung der Provinzen bezieht (Punkte **V.** und **VI.**) ;

In der Erwägung, dass der für die Zuschlaghundertstel auf den Immobilienvorabzug festgelegte Betrag, der durch die Resolution vom 14. Oktober 2019 angenommen wurde und keine Maßnahme der Aufsichtsbehörde seitens der Wallonischen Region hervorgerufen hat (ministerielle Mitteilung vom 6. November 2019), für 2021 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2020 bereitgestellt werden müssen;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 5. Oktober 2020, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 5. Oktober 2020;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT:

Zugunsten der Provinz Lüttich werden für das Jahr 2021 1750 Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug erhoben.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIGKEIT

Sitzung vom 29. Oktober 2020 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Die Generaldirektorin der Provinz

Der Präsident

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT

N° 87 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES

Récapitulation générale du budget de l'année 2020, après quatrième série de modifications budgétaires, votée par le Conseil provincial le 29 octobre 2020 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 30 novembre 2020.

Fonction	Service ordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	21.377.555,88	13.198.947,00
F009	Général	219.000,00	1.297.718,45
F019	Dette générale	0,00	70.000,00
F029	Fonds	45.516.931,00	0,00
F049	Impôts	204.708.000,00	789.704,00
F059	Assurances	880.010,00	3.395.835,00
F069	Prélèvements	4.255.309,00	28.898.570,00
F103	Autorités provinciales	556.230,00	2.594.316,16
F123	Administration générale	14.373.720,00	52.909.919,83
F129	Patrimoine privé	261.490,00	836.144,72
F139	Services généraux	471.110,00	34.289.228,09
F169	Etranger et calamités	95.000,00	890.052,72
F399	Sécurité et ordre public	2.995.653,00	20.418.073,62
F429	Communications routières	0,00	139.300,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	100,00	987.200,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	54.309,00
F559	Industrie et énergie	6.189.147,00	3.081.980,36
F569	Tourisme	225.010,00	7.964.729,64
F699	Agriculture	714.790,00	8.842.090,41
F719	Enseignement : Affaires générales	14.374.240,00	35.401.830,05
F739	Enseignement secondaire	96.263.840,00	126.343.038,62
F749	Enseignement supérieur	51.553.621,00	57.885.351,69
F759	Enseignement pour handicapés	5.624.650,00	8.873.096,24
F760	Complexes de délasserment	533.610,00	4.615.652,52
F761	Jeunesse	165.030,00	2.827.439,21
F763	Culture, loisirs et fêtes	1.632.420,00	19.213.098,08
F769	Sports	891.040,00	9.048.893,90
F789	Arts	682.050,00	9.648.260,79
F799	Cultes et laïcité	0,00	1.984.715,00
F869	Interventions sociales et famille	229.675,00	6.028.505,78
F872	Soins de santé	1.786.745,00	11.386.569,52
F879	Hygiène et salubrité publique	68.604,00	2.013.819,60
F939	Logement et aménagement du territoire	709.110,00	1.392.390,00
	TOTAL	477.353.690,88	477.320.780,00

Fonction	Service extraordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	34.845.109,04	25.000,00
F009	Général	5.000,00	88.134,99
F029	Fonds	0,00	0,00
F049	Impôts	0,00	0,00
F059	Assurances	140.000,00	140.000,00
F069	Prélèvements	2.386.000,00	0,00
F103	Autorités provinciales	0,00	175.000,00
F123	Administration générale	1.635.000,00	19.090.641,00
F129	Patrimoine privé	50,00	572.000,00
F139	Services généraux	25,00	800.000,00
F169	Etranger et calamités	0,00	1,00
F399	Sécurité et ordre public	0,00	320.302,81
F429	Communications routières	722.000,00	722.000,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	1,00	380.000,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	0,00
F559	Industrie et énergie	0,00	1.388.025,00
F569	Tourisme	162.000,00	1.117.000,00
F699	Agriculture	0,00	0,00
F719	Enseignement : Affaires générales	775.000,00	4.467.112,20
F739	Enseignement secondaire	303.002,00	3.423.026,00
F749	Enseignement supérieur	2,00	788.000,00
F759	Enseignement pour handicapés	0,00	660.000,00
F760	Complexes de délasserment	0,00	410.001,00
F761	Jeunesse	0,00	180.000,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	9.572,00	1.115.000,00
F769	Sports	1.322.000,00	3.585.000,00
F789	Arts	0,00	1.555.000,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	125.000,00
F869	Interventions sociales et famille	0,00	527.000,00
F872	Soins de santé	0,00	97.000,00
F879	Hygiène et salubrité publique	0,00	530.446,00
F939	Logement et aménagement du territoire	0,00	0,00
	TOTAL	42.304.761,04	42.280.690,00

N° 88 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES

Récapitulation générale du budget de l'année 2021, votée par le Conseil provincial le 29 octobre 2020 et approuvée par arrêté du Gouvernement wallon en date du 30 novembre 2020.

Fonction	Service ordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	32.910,88	11.244.515,00
F009	Général	55.000,00	2.548.000,00
F019	Dettes générales	0,00	286.200,00
F029	Fonds	45.696.347,00	0,00
F049	Impôts	207.706.000,00	15.000,00
F059	Assurances	880.010,00	3.415.000,00
F069	Prélèvements	22.275.000,00	17.842.570,00
F103	Autorités provinciales	558.630,00	2.544.504,00
F123	Administration générale	13.805.180,00	56.946.168,00
F129	Patrimoine privé	261.490,00	855.840,00
F139	Services généraux	553.370,00	35.618.512,00
F169	Etranger et calamités	88.000,00	1.030.738,00
F399	Sécurité et ordre public	3.255.482,00	22.384.371,00
F429	Communications routières	0,00	127.000,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	100,00	968.000,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	54.309,00
F559	Industrie et énergie	6.189.147,00	3.205.813,00
F569	Tourisme	225.010,00	7.559.349,00
F699	Agriculture	935.980,00	8.912.272,00
F719	Enseignement : Affaires générales	15.340.100,00	37.225.392,00
F739	Enseignement secondaire	95.068.710,00	125.430.862,00
F749	Enseignement supérieur	51.215.931,00	57.833.235,00
F759	Enseignement pour handicapés	5.720.050,00	9.098.829,00
F760	Complexes de délasserment	1.093.610,00	5.068.091,00
F761	Jeunesse	275.030,00	3.170.271,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	1.698.620,00	20.394.594,00
F769	Sports	888.050,00	9.504.496,00
F789	Arts	639.560,00	10.076.810,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	1.990.575,00
F869	Interventions sociales et famille	227.165,00	6.620.708,00
F872	Soins de santé	1.355.780,00	11.386.111,00
F879	Hygiène et salubrité publique	58.030,00	2.042.801,00
F939	Logement et aménagement du territoire	709.110,00	1.389.400,00
	TOTAL	476.807.402,88	476.790.336,00

Fonction	Service extraordinaire	Recettes	Dépenses
	Années antérieures	61.274.105,33	61.275.034,29
F009	Général	5.000,00	90.000,00
F029	Fonds	0,00	0,00
F049	Impôts	0,00	0,00
F059	Assurances	100.000,00	100.000,00
F069	Prélèvements	17.210.000,00	0,00
F103	Autorités provinciales	210.000,00	210.000,00
F123	Administration générale	2.239.000,00	12.110.000,00
F129	Patrimoine privé	290.050,00	290.000,00
F139	Services généraux	1.700.025,00	2.530.000,00
F169	Etranger et calamités	0,00	1,00
F399	Sécurité et ordre public	0,00	0,00
F429	Communications routières	650.000,00	650.000,00
F449	Voies navigables - Hydraulique	540.001,00	540.000,00
F529	Economie, commerce et artisanat	0,00	0,00
F559	Industrie et énergie	0,00	1.388.025,00
F569	Tourisme	205.000,00	709.500,00
F699	Agriculture	120.000,00	220.000,00
F719	Enseignement : Affaires générales	3.206.500,00	5.716.500,00
F739	Enseignement secondaire	3.722.002,00	3.882.000,00
F749	Enseignement supérieur	4.165.002,00	4.165.000,00
F759	Enseignement pour handicapés	95.000,00	131.300,00
F760	Complexes de délasserment	360.000,00	360.001,00
F761	Jeunesse	0,00	230.000,00
F763	Culture, loisirs et fêtes	5.360.000,00	5.645.000,00
F769	Sports	410.000,00	415.000,00
F789	Arts	1.995.000,00	2.520.000,00
F799	Cultes et laïcité	0,00	100.000,00
F869	Interventions sociales et famille	6.690.000,00	6.717.000,00
F872	Soins de santé	0,00	27.000,00
F879	Hygiène et salubrité publique	0,00	500.000,00
F939	Logement et aménagement du territoire	0,00	0,00
	TOTAL	110.546.685,33	110.521.361,29

N° 89 SERVICES PROVINCIAUX – AGRICULTURE

Règlement d'Ordre Intérieur applicable au Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité.

Résolution du Conseil provincial du 10 décembre 2020.

RÉSOLUTION

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité (CPFAR), anciennement dénommé École Provinciale Postsecondaire d'Agriculture (EPPA), a été créé par la Province de Liège en 1974 pour assurer la formation continue des professionnels de l'agriculture et de l'horticulture et leur permettre ainsi d'obtenir des formations de qualité pour exercer au mieux leurs tâches ;

Attendu que depuis son rattachement en 2012 au Département Formation, les actions du Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité se sont étendues ; le Centre proposant une offre de formation cohérente à destination du monde agricole, apicole, horticole, brassicole, viticole, rural et écocitoyen en réponse à des besoins spécifiques de ces secteurs ;

Attendu que le CPFAR souhaite s'inscrire pleinement dans la transition écologique ;

Attendu qu'au cours de ces dernières années, le CPFAR a connu une croissance importante de ses activités, portant sur le développement de formations spécifiques et de projets, qui conduit à la nécessité de disposer d'un règlement d'ordre intérieur pour les encadrer ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Adopte le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé.

Article 2. – La présente résolution entrera en vigueur le huitième jour qui suit sa publication et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province de Liège.

En séance à Liège, le 10 décembre 2020.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Jean-Claude JADOT.

Pour expédition,
Liège, le 10 DEC. 2020
La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Comité provincial de la formation en français et en anglais



REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Tables des matières

Article 1 : DES MISSIONS.....	4
Article 2 : DE L'ACCES AUX FORMATIONS.....	4
Article 3 : DE LA DÉSIGNATION DES CHARGÉS DE COURS/FORMATEURS.....	5
Article 4 : DES PROGRAMMES.....	5
Article 5 : DES SUPPORTS DIDACTIQUES..	5
Article 6 : DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	5
Article 7 : DES MODALITES D'INSCRIPTION AUX FORMATIONS	5
Article 8 : DES LIEUX DE FORMATION	6
Article 9 : DES HORAIRES DES COURS....	6
Article 10 : DE LA PRÉSENCE AUX FORMATIONS	6
Article 11 : DU COMPORTEMENT .	7
Article 12: DES DEMANDES DE FORMATIONS DANS LA CONSERVERIE SOLIDAIRE	7
Article 13 : DES MISES À DISPOSITION DE LA MIELLERIE MOBILE	7
Article 14 : DE LA PARTICIPATION DES ATELIERS MOBILES DU CPFAR A DES EVENEMENTS	8
Article 15 : DES FOUNITURES DE CONSOMMABLES	9
Article 16 : DE L'ENTREE EN VIGUEUR	9

L'emploi dans le présent règlement des noms masculins est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte.

Article 1 : DES MISSIONS

Le Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité (CPFAR), anciennement dénommé Ecole Provinciale Postsecondaire d'Agriculture (EPPA), a été créé par la Province de Liège en 1974 pour assurer la formation continue des professionnels de l'agriculture.

Le Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité (CPFAR) est donc un service de la Province de Liège qui est seule titulaire des droits et obligations générés par le présent document ou en liens avec les activités développées par ce service qui n'est donc pas doté d'une personnalité juridique distincte de celle de la Province de Liège.

Depuis son rattachement en 2012 au Département Formation, les missions et actions du Centre Provincial de Formation en Agriculture et Ruralité ont évolué. Il développe une offre de formation tout au long de la vie, cohérente et étendue à destination du monde agricole, apicole, horticole, brassicole, viticole, rural et des citoyens, qui s'inscrit pleinement dans la *transition écologique*.

Ses formations contribuent à enrichir les connaissances, développer de nouvelles compétences, s'adapter aux nouvelles technologies ou nouvelles contraintes légales, parfaire la compréhension du contexte actuel, ou encore enrichir la culture personnelle.

Le CPFAR organise, notamment, des formations itinérantes avec ses véhicules « Conserverie Solidaire et Itinérante » et « Miellerie Mobile ».

La « Conserverie Solidaire » est un atelier itinérant ayant pour objet de former tout demandeur à la conservation de denrées alimentaires hors chaîne du froid dans un souci de promotion des filières en circuit court, de la qualité de la vie, du respect de l'environnement et de l'anti-gaspillage.

La « Miellerie Mobile » est également un atelier itinérant qui met à disposition des apiculteurs et des écoles d'apiculture l'ensemble du matériel nécessaire à l'extraction du miel des cadres de ruches en Province de Liège. Cet outil est complété par des ruchers didactiques.

Article 2 : DE L'ACCES AUX FORMATIONS

§1. A accès aux formations du CPFAR, toute personne répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- être âgé de minimum 18 ans ;
- satisfaire à toutes les modalités d'inscription définies à l'article 7;
- accepter de se conformer à toutes les règles contenues dans le présent règlement après en avoir pris connaissance.

§2. Par dérogation au §1, les conditions d'accessibilité peuvent être adaptées dans le cadre de projets spécifiques du CPFAR.

Article 3 : DE LA DÉSIGNATION DES CHARGÉS DE COURS/FORMATEURS

§1. Les chargés de cours/formateurs sont désignés par le Collège provincial sur proposition du CPFAR ou de l'opérateur de formation partenaire (par exemple, l'Enseignement de Promotion Sociale). Ils justifient d'une expérience et d'une expertise probantes en lien avec les formations qui leur sont confiées.

§2. Les prestations de formation par des tiers, sont attribuées dans le respect des prescrits légaux en matière de marchés publics de services.

§3. Préalablement à leur entrée en fonction, les chargés de cours signent, pour prise de connaissance et approbation, le présent règlement d'ordre d'intérieur.

Article 4 : DES PROGRAMMES

§1. Les chargés de cours/formateurs veillent au respect des programmes des formations qui leur sont confiées.

Les objectifs à atteindre sont définis par le CPFAR et transmis aux chargés de cours/formateurs.

§2. Les chargés de cours/formateurs participent, par ailleurs, à toutes les réunions organisées par le CPFAR pour examiner les programmes, les cours dispensés, les notes et, de manière générale, pour améliorer la qualité de l'enseignement donné, et ce tant à titre collectif qu'individuel.

Article 5 : DES SUPPORTS DIDACTIQUES

§1. Les chargés de cours/formateurs utilisent, s'il échet, les supports didactiques (syllabi, portfolio, dossiers de lecture, diaporamas, etc.) mis à leur disposition par le CPFAR et/ou élaborent et/ou mettent à jour des supports didactiques adaptés à la formation qu'ils dispensent et ce, tant au niveau de la forme que du fond. Ils veillent à la cohérence générale de la formation.

§2. Les supports de cours destinés aux participants à la formation doivent respecter la charte graphique du CPFAR et parvenir au CPFAR au plus tard 5 jours ouvrables avant le début du cours.

§3. Le CPFAR se charge de l'impression des supports de cours destinés aux participants à la formation pour autant que les documents lui aient été adressés sous format adéquat dans les délais spécifiés au §2.

Article 6 : DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Une participation financière peut être sollicitée par le CPFAR pour certaines formations.

Article 7 : DES MODALITÉS D'INSCRIPTION AUX FORMATIONS

§1. Le CPFAR informe le candidat, via un formulaire en ligne ou un document papier, de toutes les pièces à fournir pour la constitution de son dossier d'inscription. Le candidat complète son inscription en ligne ou sur le document papier et joint les pièces sollicitées.

§2. Si aucune participation financière n'est demandée, le CPFAR valide et confirme l'inscription après réception du dossier d'inscription complet, sous réserve que le nombre maximal de participants ne soit pas atteint.

§3. Si une participation financière est sollicitée, le CPFAR valide et confirme l'inscription après réception du dossier d'inscription complet et du montant de la participation financière, sous réserve que le nombre maximal de participants ne soit pas atteint.

Si la participation financière correspond aux frais liés à la gestion du dossier administratif d'inscription du candidat, aucun remboursement ne pourra être effectué en cas de désistement de la part du candidat.

Article 8 : DES LIEUX DE FORMATION

§1. Les formations du CPFAR peuvent être dispensées sur l'ensemble du territoire de la province de Liège ou en tous lieux de formation désignés expressément par celui-ci.

§2. Les salles de cours et les véhicules de formation ne sont accessibles aux participants qu'à partir de l'heure de début de la formation.

Article 9 : DES HORAIRES DES COURS

§1. Les cours sont dispensés selon un calendrier et un horaire arrêtés par le CPFAR.

§2. Les participants et les chargés de cours/formateurs doivent respecter les horaires de la formation fixés.

Article 10 : DE LA PRÉSENCE AUX FORMATIONS

§1. En cas d'empêchement, le chargé de cours/formateur est tenu de contacter le CPFAR, le plus tôt possible, et selon le moyen le plus efficace, afin que ce dernier puisse prendre les dispositions utiles pour informer les apprenants par téléphone et/ou par email.

§2. Les chargés de cours/formateurs procèdent au relevé des présences lors de chaque cours qu'ils remettent au CPFAR dès la fin de la journée de formation.

§3. Les participants doivent être présents à toutes les heures de formation dispensées selon les modalités et horaires communiqués par le CPFAR.

Toute absence doit être signalée, au plus tard le jour même au CPFAR, et être justifiée par un écrit, au plus tard dans les 48 heures qui suivent le début de cette absence.

Sont admis comme motifs susceptibles de justifier valablement une absence, les évènements suivants :

- maladie du participant, attestée par un certificat médical;
- motifs impérieux d'ordre familial et cas de force majeure appréciés par le Coordinateur du CPFAR

§4. Pour autant que son absence soit justifiée valablement par les motifs spécifiés au §3, le participant ne pouvant participer à l'ensemble d'une formation à la date prévue, se verra proposer une autre date de formation dans la mesure où l'organisation de celle-ci est planifiée par le CPFAR. Le participant ne pourra en aucun cas réclamer le remboursement des frais d'inscription.

§5. Un taux d'absentéisme supérieur à 30%, non justifié valablement par les motifs spécifiés au §3, pourra constituer un motif de refus pour toute nouvelle demande d'inscription à une formation proposée par le CPFAR.

Article 11 : DU COMPORTEMENT

§1. Tout participant, chargé de cours ou formateur doit adopter un comportement positif et respectueux.

§2. Tout acte d'incivilité, de dégradation et de vandalisme commis dans les établissements (bureaux, locaux de formation, salles de conférence, couloirs, sanitaires, bâtiments scolaires et alentours, etc.) ou sur les véhicules de formation sera susceptible de faire l'objet de poursuites judiciaires.

En outre, le CPFAR se réserve le droit de prendre des mesures d'exclusion à l'encontre de tout participant qui aurait commis tout acte d'incivilité, de dégradation ou de vandalisme au sein des établissements ou sur les véhicules de formation.

§3. Les chargés de cours, formateurs et participants sont les seuls responsables des objets personnels qu'ils introduisent sur le lieu de formation. Le CPFAR ne peut, en aucun cas, être tenu responsable de la perte, du vol ou de la détérioration de ceux-ci.

Article 12 : DES DEMANDES DE FORMATIONS DANS LA CONSERVERIE SOLIDAIRE

§1. Un formulaire à compléter est transmis au demandeur qui sollicite une formation dans la Conserverie solidaire itinérante qui reprend les informations et les conditions techniques à respecter.

Le demandeur doit respecter l'ensemble des conditions techniques requises pour le bon fonctionnement du véhicule et de l'atelier et, notamment, le point « Besoins spécifiques ».

§2. Le demandeur renvoie le formulaire dûment complété au CPFAR au plus tard 30 jours avant le début de la formation.

Un agent technique du CPFAR vérifie sur place la possibilité de la réalisation de la demande tant au niveau de l'emplacement que des conditions techniques.

§3. La demande d'activité doit être conforme aux missions du CPFAR reprises à l'article 1.

§4. Le CPFAR analyse la demande au regard des disponibilités des véhicules et du personnel encadrant, des conditions techniques et de l'adéquation de l'activité avec les missions du CPFAR reprises à l'article 1.

§5. Le demandeur doit garantir l'intégrité de l'infrastructure mobile.

Article 13 : DES MISES À DISPOSITION DE LA MIELLERIE MOBILE

§1. Conformément à l'article 1, la Miellerie Mobile peut être mise à disposition des apiculteurs et/ou écoles d'apiculture pour extraire le miel de leurs ruches.

§2. Un formulaire est transmis à l'apiculteur ou à l'école d'apiculture, qui sollicite l'utilisation de la Miellerie Mobile, qui reprend les informations et les conditions techniques à respecter.

Le demandeur doit respecter l'ensemble des conditions techniques requises pour le bon fonctionnement du véhicule et de l'atelier et, notamment, le point « Besoins spécifiques ».

§3. Le demandeur renvoie le formulaire dûment complété au CPFAR au plus tard 30 jours avant le début de la formation.

Un agent technique du CPFAR vérifie sur place la possibilité de la réalisation de la demande tant au niveau de l'emplacement que des conditions techniques.

§3. La demande d'activité doit être conforme aux missions du CPFAR reprises à l'article 1.

§4. Le CPFAR analyse la demande au regard des disponibilités des véhicules et du personnel encadrant, des conditions techniques et de l'adéquation de l'activité avec les missions du CPFAR reprises à l'article 1.

§5. Dans le cadre d'une mise à disposition de la Miellerie Mobile chez un tiers, ce dernier s'engage à laisser l'accès à l'atelier à d'autres utilisateurs conformément aux demandes formulées par le CPFAR. L'objectif étant de permettre au plus grand nombre d'apiculteurs de profiter de l'outil, en fonction de la position géographique de l'atelier.

§6. Les utilisateurs de la Miellerie Mobile doivent garantir l'intégrité de l'infrastructure. Un état des lieux et un inventaire du matériel sont réalisés avant et après l'utilisation de l'atelier. Il est de la responsabilité de la personne qui utilise la Miellerie de la rendre dans l'état dans lequel elle l'a reçue. Le nettoyage de la Miellerie doit être correctement effectué. Le matériel et le linge nécessaire à celui-ci est disponible dans l'armoire de l'atelier.

Tout manquement aux consignes d'utilisation et de propreté sera notifié par le CPFAR au demandeur.

En cas de second manquement aux consignes constaté dans le chef du même demandeur, celui-ci ne pourra plus utiliser la Miellerie Mobile.

Article 14 : DE LA PRESENCE DES ATELIERS MOBILES DU CPFAR A DES EVENEMENTS

§1. Les ateliers mobiles du CPFAR peuvent, à la demande, être présents à diverses manifestations ou événements en lien avec ses missions reprises dans l'article 1.

§2. Un formulaire à compléter est transmis au demandeur avec les informations et les conditions techniques requises pour la participation à des événements de la Miellerie Mobile et de la Conserverie Solidaire et Itinérante.

Le demandeur doit respecter l'ensemble des conditions techniques requises pour le bon fonctionnement du véhicule et de l'atelier et, notamment, le point « Besoins spécifiques ».

§3. Le demandeur renvoie le formulaire dûment complété au CPFAR au plus tard 30 jours avant l'activité.

§4. Le CPFAR analyse la demande au regard des disponibilités des véhicules et du personnel encadrant, des conditions techniques et de l'adéquation de l'activité avec les missions du CPFAR reprises à l'article 1.

Concernant la Miellerie Mobile, sa présence aux événements en pleine saison apicole est conditionnée par la nécessité de réaliser, pendant lesdits événements, une extraction de miel par un apiculteur.

En cas d'avis défavorable, le résultat de l'analyse sera motivé et communiqué au demandeur par le Coordinateur.

En cas d'avis favorable, le demandeur doit communiquer l'ensemble des informations nécessaires (horaires, emplacements...) au CPFAR et garantir que les conditions techniques sont rencontrées au moins 30 jours avant le début de l'événement. Un agent technique du CPFAR vérifie sur place la possibilité de la réalisation de la demande tant au niveau de l'emplacement que des conditions techniques.

Si le délai n'est pas respecté, le CPFAR, par l'intermédiaire de son Coordinateur, se réserve le droit d'annuler la participation des ateliers mobiles.

§5. Le demandeur doit garantir l'intégrité des infrastructures mobiles et leur sécurité durant l'évènement.

Article 15 : DES FOURNITURES DE CONSOMMABLES

§1. Dans un souci d'hygiène et du respect des normes agroalimentaires, la Conserverie Solidaire fournit, gratuitement, aux participants tous les bocaux nécessaires à la réalisation de recettes dans le cadre des formations.

§2. La Miellerie Mobile dispose de seaux à miel à vendre pour les apiculteurs qui en font la demande. Chaque seau est facturé au prix coûtant. Un bon de livraison signé par l'acheteur est établi et une facture lui est envoyée dans les meilleurs délais.

Article 16 : DE L'ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur le 8^{ème} jour qui suit sa publication au Bulletin provincial et sur le site internet de la Province de Liège.

**N° 90 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE ET
ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

*Délibérations des Conseils communaux des Communes des Arrondissements de
Liège, Huy-Waremme et Verviers*

<i>Commune(s)</i>	<i>Section(s)</i>	<i>Objet</i>	<i>Date de délibération</i>
-------------------	-------------------	--------------	---------------------------------

ARRONDISSEMENT DE LIEGE

AWANS		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux de fauchage et d'entretien du caniveau, Rue de Huy – Prolongation du 27 novembre au 4 décembre 2020.</i>	26/11/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de Resa Gaz, Rue Jean Lambert Defrêne, 33 à Awans, du 4 au 18 décembre 2020.</i>	26/11/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'une livraison de meubles, Rue du Moulin à Vent, 23 à Awans, le 3 décembre 2020.</i>	30/11/2020
	<i>Hognoul</i>	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de la CILE, Rue Louis Germeaux, 1 à Hognoul, du 7 au 18 décembre 2020.</i>	03/12/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier, Rue Blanche d'Ans, 33 à Awans, du 2 au 23 décembre 2020.</i>	03/12/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux de fauchage et d'entretien du caniveau, Rue de Huy prolongation du 4 au 11 décembre 2020.</i>	03/12/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de la CILE, Rue de Bruxelles, 109 à Awans, du 7 au 18 décembre 2020.</i>	04/12/2020
		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de la CILE, Rue Domaine de Waroux, 60 à Awans, du 4 au 11 décembre 2020.</i>	04/12/2020
ESNEUX		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux de stabilisation de la paroi rocheuse sur la N633 - fermeture de la rue de Poulseur, prévue du 2</i>	13/11/2020

		<i>au 17 novembre 2020 prolongée jusqu'au 20 novembre 2020</i>	
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux pour le compte de RESA Gaz, extension Boulevard Ed. Lieutenant, 29 Esneux, du 16 novembre 2020 au 11 décembre 2020.</i>	<i>13/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier mobile – Intervention luminaires – Avenue de Sur Cortil, à partir du 18 novembre 2020 pour une durée de 2 jours ouvrables.</i>	<i>17/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux – Raccordement au gaz et fouilles localisées, Quai de l'Ourthe / Bld Ed. Lieutenant, 31 en trottoir (conduite principale sous le RAVeL), du 26 novembre 2020 au 11 décembre 2020.</i>	<i>23/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux – Raclage – pose de tarmac par la société NELLES, Avenue d'Esneux, 37 à 154, le 25 novembre 2020.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux – Pose de câble, Rue du Bailly, 48 à partir du 2 décembre 2020 pour une durée de 12 jours ouvrables.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux – Pose de conduite de gaz, Rue Bégasse, à partir du 30 novembre 2020 pour une durée de 35 jours ouvrables.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux – Pose de tarmac trottoir et accotement – Avenue d'Esneux en face des 151-152-153, prévus pour 3 à 4 jours entre le 1^{er} et le 18 décembre 2020.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Délibération et approbation du Conseil communal d'Esneux – SANCTIONS ADMINISTRATIVES – Modification du règlement communal portant sanctions administratives des incivilités, des infractions mixtes, des infractions relatives à l'arrêt et au stationnement et des infractions aux dispositions concernant le signal C3.</i>	<i>19/11/2020</i>
SOUMAGNE		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l'occasion d'un déménagement par la Société SPIROUX Déménagement, Avenue de la Résistance, 25, le 12 décembre 2020.</i>	<i>18/11/2020</i>

ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

BRAIVES		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion de travaux de raccordement égout en demi-chaussée, Rue du Cornuchamp, 28 à Braives, du 07 au 09 décembre 2020.</i>	<i>19/11/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion de travaux de raccordement pour le compte de la S.W.D.E. Rue du Ry d’Ardenne, le long de la parcelle située entre les immeubles n°19 et 27, du 30 novembre 2020 au 04 décembre 2020.</i>	<i>19/11/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion d’un déménagement, placement d’un camion container, Rue des Trixhes, 21 à Braives, le 12 décembre 2020.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion de travaux de raccordement égout en demi-chaussée, Rue du Centre, 45 à Braives, du 03 au 18 décembre 2020.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion de travaux de sondage en voirie ou en accotement à Braives, Rues de la Pompe, de la Rochette, du Tumulus, du Bolland et Joseph Wauters, entre le 02 et le 09 décembre 2020.</i>	<i>24/11/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Mesures de circulation provisoires à l’occasion de travaux – demi-chaussée, Rues de la Justice de Paix et de Lens-St-Remy, du 30 novembre 2020 au 11 décembre 2020.</i>	<i>26/11/2020</i>